

État de vigilance. Critique de la banalité sécuritaire

auteur : Michaël Foessel, philosophe, professeur à l'École Polytechnique.

Essai. éd. Les Bords de l'eau, 2010 et 2016 pour la postface.

Notes de lecture

« *Nos sociétés contemporaines se caractériseraient par un désir de murs* » ; c'est ce que constate l'auteur de cet essai. Malgré des contextes géopolitiques différents, se manifeste dans tous les pays un désir de faire sécession de son environnement immédiat jugé menaçant. De plus, l'édification des murs n'est pas une simple mesure défensive, elle contribue aussi à façonner les identités intérieures.

Les politiques sécuritaires, bien que souvent dénoncées, montent en puissance. Entre 2002 et 2010, ce ne sont pas moins de dix nouvelles lois pénales, toujours plus répressives, qui ont été votées en France. Entre 2012 et 2015, cinq textes relatifs à la sécurité publique et au renseignement ont également été votés. « *La banalité sécuritaire est aujourd'hui le principal instrument de légitimation des politiques publiques [...], au point qu'aucun prétendant au pouvoir ne peut l'ignorer. La sécurité est une attente partageable par tous : elle reconstitue une fiction d'unité dont il n'est pas permis de douter.* »

Que craignons-nous tant ? La peur (les craintes) ne serait plus « à l'origine d'un désir communautaire, d'une conduite collective, mais une invitation à faire sécession d'un monde jugé globalement pathogène ». Et il s'agirait d'apaiser un dedans, en écartant toute menace extérieure, dont les comportements asociaux, les immigrés..., et en adoptant un mode de vie défensif en territorialisant son espace de vie par des murs, des barrières... De la peur naît l'appel à la vigilance.

« *L'état de vigilance est à la fois entretenu et désiré. Il procède d'appels constants qui, des stations de métro aux rayons des supermarchés, ont envahi le champ social* » Devant la profusion des menaces : alimentaires, climatiques, économiques, terroristes..., n'est-il tentant de recentrer la politique sur la vie de chacun avec la recherche d'un bien-être subjectif et hédoniste ?

Le droit à la sécurité passerait avant tous les autres droits : liberté, égalité, fraternité, « *si bien qu'il tend à accaparer le tout de l'espace politique, jusqu'à désigner la finalité de l'action collective* »

Le sentiment de peur est partagé par les hommes de tous les pays ; mais « *la globalisation des risques* (cf. l'épidémie actuelle) *n'a pas marqué l'émergence d'une nouvelle société démocratique* » En revanche, il s'est transformé « *en élément de mobilisation permanente dans un système global que, nous appelons néolibéralisme* ».

Devenue premier des droits, premier des biens, la sécurité reste si fragile que nous ne cherchons plus à transformer le monde, mais à le perpétuer. L'État devient alors tout puissant, à ce propos Patrick Boucheron rappelle que « *faire peur, à défaut de faire croire, sans jamais rien faire comprendre : c'est assurément le meilleur moyen de se faire obéir* ». [Patrick **Boucheron** et Corey **Robin**, L'Exercice de la peur. Usages politiques d'une émotion | éd. PUL, 2015]

Geneviève Thomé juin 2021